

LE PATRIOTE FRANÇAIS.

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Le PATRIOTE paraît tous les jours, excepté le lundi et le lendemain des fêtes. Les Articles, Lettres et Avis doivent être adressés à M. J. REYNAUD, propriétaire gérant. On s'inscrit au Bureau du journal, rue de las Camarás N. 148 et à la librairie de M. Hernandez, rue du Vingt-Cinq Mai, N. 238. Prix de l'abonnement. Trois PIASTRES par mois.

MONTEVIDEO.

18 OCTOBRE 1880.

DU COMMERCE ET DE L'INFLUENCE

DE LA FRANCE

DANS LES DEUX AMÉRIQUES.

(Suite.)

Ainsi, parmi ceux que nous fournissons à l'Union américaine, on ne compte guère plus de la moitié, ou 9/16me de leur valeur en produits français; le surplus provient des entrepôts et du transit.

Il n'en est pas de même dans les Etats-Hispano-Américains: nos échanges avec eux profitent en grande partie au commerce spécial et par conséquent au trésor de la France. Les produits de notre sol et de nos manufactures expédiés à Venezuela au Chili, et à la Nouvelle-Grenade représentent les 6/8me au moins de la valeur de nos exportations dans ces pays. Ceux qu'ils nous expédient alimentent également notre commerce intérieur, dans la même proportion.

Il est vrai que nous sommes moins favorisés au Brésil, où les 3/8me de nos envois et le 1/4 des siens profitent exclusivement au commerce d'entrepôt et de transit.

Mais nous en sommes amplement dédommagés dans la Plata, où les 7/8me de la valeur totale des échanges appartiennent au commerce spécial ou national de la France.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut, l'Amérique du Sud offre surtout des débouchés nombreux à notre agriculture et aux industries qui s'y rattachent directement.

C'est là que nous exportons en plus grande quantité nos vins et eaux-de-vie, nos huiles, la bière, les fruits secs et confits, le vinaigre, les eaux de senteur, la parfumerie, les veaux cirés et vernis, les moutons maroquinés, la sellerie, les draps fins et mi-fins, les toiles de lin etc., tous articles d'encombrement ou de poids qui alimentent notre navigation marchande.

Les industries diverses de nos ports de mer y trouvent aussi leur compte, par la fourniture des objets nécessaires à l'armement et à l'avitailllement des 432 bâtiments français employés dans cette navigation. C'est là que se fournissent les fonds de carquois, en briques et carreaux, plâtre, peintures, planches et madriers, pommes de terre, cordages, chaises, jarres, dame-jeannes, beurre, fromages, biscuit, morue, vanille commune etc., etc.

Tout cela est précieux, nous le répétons, comme fonds de cargaison; parceque sans marchandises d'encombrement la navigation au long cours serait impossible; et que les armateurs de nos ports du nord, tel que le Havre, Saint-Malo et Dunkerque ne pourraient que difficilement entrer en concurrence avec Bordeaux, Marseille et Cette, s'ils n'avaient la ressource que nous venons d'indiquer.

et surtout la certitude d'un placement avantageux de ces grosseries dans la plupart des ports américains.

Maintenant, quels sont les pays qui nous offrent les meilleurs débouchés? Ce sont, naturellement ceux où notre commerce a fait les plus rapides progrès, dans une même période de temps, car ces progrès indiquent chez leurs habitants une prédilection prononcée pour les articles français. Nous ne classerons donc pas les pays hispano-américains d'après les chiffres des affaires; mais d'après celui de l'accroissement de notre commerce, car on peut considérer cet accroissement comme l'échelle barométrique de nos progrès futurs.

SUR LES LETTRES

DU "CONSTITUTIONNEL" ET DE LA "PRESSE."

Dans son numéro du 30 juillet la PRESSE a publié une lettre signée UN ARGENTIN, ayant pour objet de réfuter celle du CONSTITUTIONNEL que nous avons rapportée dans nos précédents numéros.

La lettre du CONSTITUTIONNEL n'est pas signée, mais l'élégance du style de ce COLLABORATEUR du journal conservateur, les appréciations lucides de cet écrivain et la solidité de jugement qu'on remarque dans cet écrit, nous font augurer qu'elle provient de l'éminent littérateur que nous avons eu l'avantage de connaître plus tard à Montevideo.

Nous ne voulons pas dire pour cela que ce premier écrit de notre voyageur dans la Plata soit exempt d'erreurs; nos lecteurs en auront remarqué quelques-unes comme nous l'avons fait, mais ce sont de petites erreurs de détail sans importance; ce que nous pouvons dire dès à présent c'est que le spirituel et savant auteur de cette lettre a corrigé plus tard ces fautes, bien compréhensible chez un voyageur qui a eu peu de temps pour tout voir et observer, et qu'il a même modifié certaines opinions, après avoir acquis une plus ample connaissance des faits, sur lesquels il n'a pas tardé à être mieux informé, comme on le verra dans ses lettres postérieures qui seront publiées dans différents journaux.

La PRESSE commence par dire que le Buenos-Ayrien, dont elle publie la lettre, «est tenu éloigné des luttes qui ont déchiré son pays», ce qui nous fait présumer qu'il est peut-être absent de Buenos-Ayres depuis une vingtaine d'années; en conséquence il n'est guère apte à juger l'administration du général Rosas, ou bien son éloignement du pays a pour cause ces mêmes luttes, ce qui ne fait pas l'éloge de l'administration qu'il prétend défendre.

L'Argentin de la PRESSE, s'étonne d'abord que le correspondant du CONSTITUTIONNEL ait osé dire que la société argentine «avait ni morale, ni religion, ni honneur, ni courage.»

«J'ai choisi cette heure, qui n'est pas dans mes habitudes parce que j'ai pensé que nous serions plus libres pour causer.»

«A qui ai-je l'honneur?...»

«Je me nomme Lelong. Vous me connaissez?»

Isseuava, à son tour, guigna de son air fin d'interlocuteur, et tout en se demandant pourquoi, au lieu de l'appeler Lelong, on ne l'avait pas plutôt nommé Lelarge.

«Ma foi, Monsieur, répondit-il, menni, je ne vous connais pas.»

«Comment, Lelong, Pierre Lelong, marchand d'objets d'arts, et... de curiosités, place de la Bourse, à Paris?... On ne connaît que moi.»

«Alors, il paraît que je suis bien ignorant, car...»

«Il ne s'agit pas de cela, j'éviens pour m'entendre avec vous; pour vous offrir un débouché de vos produits.»

On était arrivé à l'atelier.

«A ces mots, à cette ouverture, qui fit palpiter le cœur du père, et lui laissa entrevoir du bouillon gras pour sa femme, du quinquina pour son fils, et pour lui de nouvelles forces, un nouveau courage :

«Monsieur, dit-il d'une voix émue, en avançant un buste dont la Loire avait emporté la tête, donnez-vous la peine de vous asseoir. Le torse de Pompée, Monsieur? un siège que Cinna eut payé bien cher!

«Vous faites, m'a-t-on dit, toutes sortes de petites choses?»

«Mais, oui, Monsieur, des presse-papiers, des pots à tabac, des encriers, des plats, des coupes et des vases.»

«C'est cela de petites bêtises...»

«Des petites bêtises! interrompit l'artiste interdit.

«Oui, de ces petites futilités que les grandes dames et les

Si, en effet, il n'avait eu d'autre intention que de relever cette assertion en général, il n'y aurait eu rien à dire, car on comprendrait qu'il n'a été inspiré en cela que par un de ces louables sentiments de patriotisme qui méritent les égards et l'estime de tout le monde; mais lorsque l'Argentin descend à discuter les actes et la politique de Rosas en cherchant à les défendre et à les justifier, il arrive à établir le contraire même de ce qu'il a l'intention de prouver.

Par exemple la comparaison du mouvement commercial de Buenos-Ayres qu'il fait entre 1824, «époque de la plus grande prospérité de l'administration, tant et si mal à propos vantée, de Rivadavia et 1849, année pendant laquelle la prospérité du port de Buenos-Ayres n'a été due qu'à des circonstances tout-à-fait exceptionnelles, telles que l'interdiction du port de Montevideo à tous les navires d'outre-mer et l'annihilation commerciale de toute la Bande Orientale ainsi que de tout l'Uruguay, il est certain que cette comparaison n'est pas faite de bonne foi et ne prouve rien; la différence qui résulte en faveur de la première époque provient seule du temps; en 1824 le commerce européen fréquentait peu la Plata, ce n'est qu'après qu'il eut connu le pays et surtout après que l'émigration européenne provoquée et protégée par le célèbre Rivadavia, est venue peupler et habiter ces pays, que le commerce a pu s'étendre et s'accroître. Le commerce a dû nécessairement s'accroître en proportion de l'augmentation de la population; mais si l'on veut tenir compte de cette augmentation de la population étrangère (augmentation qui n'est due qu'à l'administration de Rivadavia), et prendre une moyenne de l'importance du commerce de Buenos-Ayres sous l'administration de Rosas, on trouvera que loin de suivre une période progressive, comme cela aurait dû arriver, le commerce a fait peu ou point de progrès à Buenos-Ayres depuis 1824; tandis qu'en suivant l'impulsion donnée par l'administration de Rivadavia il eût fait des progrès prodigieux. Si au lieu de priver les provinces argentines de commercer directement avec l'Europe, on leur eût accordé cette faculté que réclament leurs intérêts; si au lieu de fermer les magnifiques cours d'eau qui sont comme les artères de ce géant qu'on appelle l'Amérique du Sud, on les eût ouverts au commerce; si au lieu de mettre des entraves à l'émigration européenne dans l'intérieur des provinces argentines on en eût facilité l'accès à tous les étrangers; si au lieu de dominer le pays par la terreur, on l'eût maintenu en lui donnant de bonnes institutions; il est hors de doute que le commerce européen dans les Etats argentins n'aurait pas seulement doublé ou triplé en 25 années, mais qu'il aurait atteint une valeur 10, 20 et même 30 fois plus grande.

Belle raison vraiment que celle invoquée par l'Argentin de la presse, qui s'en tient aux chiffres d'une seule année, et d'une année toute exceptionnelle; il serait curieux vraiment que 1849 n'eût

étrangers ont la simplicité de nous acheter pour garnir leurs étageres, orner leurs boudoirs, et faire notre fortune.

«Monsieur, je fais aussi les armoiries, les blasons, les fontaines de table.

«Que vous garantissez à l'eau chaude, à l'eau froide, et sans cassure?»

«Certainement. Je fais encore les pièces montées, les statuettes, les portraits. Je pourrais faire le vôtre, Monsieur, si vous le desiriez. Ce ne serait pas difficile.

Et, tout en faisant semblant de chercher quelque chose, l'artiste se mit à fredonner entre les dents le vaudeville :

Rond comme un tonne,

Court comme un basset, le hochetier aboyait :

Il a pour couronne,

Un double toupet.

Qu'il parle, ou qu'il marche,

Le hochetier regard,

Il a la demarche,

La voix d'un canard.

M. Lelong fit la sourde oreille.

«Je ne vois rien là dont je puisse m'arranger, reprit en se contenant. N'auriez-vous pas une réserve?»

«Pardon, dit le père humilié, mais refoulant son mécontentement sous l'empire du besoin. Si monsieur veut se donner la peine de m'accompagner à la boutique, peut-être y trouverai-je quelques-unes de ces petites bêtises qui fond sa fortune, à lui qui les vend, et qui, ajouta-t-il en lui-même, ne me donnent pas de pain, à moi qui les fais.

«Volontiers, répondit le marchand, en aspirant bruyamment une prise.

(Continuera.)

Feuilleton du PATRIOTE FRANÇAIS.—Du 20 octobre 1880.

LA BONNE AVENTURE

ou

MÉRITE ET FORTUNE.

La bonne aventure

Où gué, où est-ce?

La bonne aventure!

V.

DEUX VISAGES.

(suite.)

«Je commençais à croire qu'il n'y avait personne, dit, en entrant sans façon, un homme de petite taille, trapu, ventru, joufflu, crépu et bourgeonné comme un jeune arbre en pleine sève, avec des bagues aux doigts, des boucles aux oreilles, et sur le nez des lunettes vertes, qui le gênaient, puisqu'il regardait par-dessus, ou plus souvent par dessous, quand il voulait voir.

«Monsieur, répondit Isseuava, sans se déconcerter, chez l'Italien, l'on dit d'ordinaire: «Qué va piano, va sano, qué va sano, va longano.»

«M. Isseuava?

«C'est moi, Monsieur. Qu'y a-t-il pour votre service?

«Ah! c'est vous, dit le petit homme en joignant l'artiste.

«Moi-même.

«Je suis venu de bien bonne heure, c'est-ce pas?

«A vous l'avouer franchement, répondit le père-souriant avec malice, je ne croyais guère qu'il n'y eût que les chiens sans maître... ou les potiers, qui fussent, à l'heure qu'il est, sur les jambes, dans notre bonne ville.

pas dépassé le chiffre de 1824 ! Mais à plus forte raison Montevideo pourrait invoquer cet argument en sa faveur, car en 1824 l'Etat Oriental n'avait aucune importance commerciale, et de 1836 à 1842 il arriva au point de rivaliser avec Buenos-Ayres et d'écouler beaucoup plus de produits français que la capitale des Etats argentins.

Pourquoi Buenos-Ayres est-il resté stationnaire pour ainsi dire, depuis 23 ans; d'où vient que son commerce n'a pu suivre la même période progressive ?

C'est parce que l'administration générale est mauvaise; cela vient de ce que le système qui régit Buenos-Ayres est aussi anti-progressiste qu'anti-humanitaire.

II

Quant à l'accusation portée contre la société argentine par le correspondant du "Constitutionnel" et que l'argentin de la "Presse" vient relever; elle est sévère, nous le reconnaissons, mais loin d'étonner, elle devrait suffire pour faire ouvrir les yeux aux hommes éclairés qui prétendent défendre Rosas « quand-même. » La société d'un pays porte naturellement la faute du gouvernement qui la régit, et ce n'est pas sans raison qu'un voyageur impartial et sans passion s'en prend à une population du mauvais gouvernement qu'elle supporte ou qu'elle subit. Les fautes, les vices et les crimes mêmes d'un gouvernement rejaillissent toujours sur la nation qui s'y soumet. Rosas ne sera pas le premier tyran que aura déshonoré et abaissé son pays dans l'opinion de ses contemporains et de l'histoire. C'est justement ce sentiment d'amour propre national qui a soulevé contre lui tout ce qu'il y a d'argentins éclairés, honorables et courageux.

Cette observation n'a pas échappé au judicieux correspondant du "Constitutionnel," puisqu'il remarque que « les hommes, qui représentent l'élément unitaire ont, en général, une assez grande culture d'esprit et des dehors agréables. » — « Si l'abaissement général des caractères, dit-il encore, « résultat du despotisme » ne venait pas contrarier la sympathie vers laquelle on se sentirait porté pour cette population, la société argentine aurait de grands attraits. » Tout cela est de la plus exacte vérité; le mal n'est pas seulement indiqué, la cause aussi est parfaitement exprimée. Supprimez Rosas, abattez ce despotisme, et il vous restera une société pleine d'attraits, qui sera aimée et louangée de tout le monde. D'ailleurs le correspondant du "Constitutionnel" n'avait encore pu observer que les argentins de Buenos-Ayres, c'est à-dire ceux qui ont peur, ceux qui tremblent, ceux qui se résignent. Nous verrons plus tard ce qu'il dira, quand il aura eu l'occasion d'observer ce même peuple loin de l'œil et de la main de Rosas, au milieu de ceux qui ont déclaré hautement et noblement la guerre à cet abominable tyran.

Mais, dit l'argentin de la "Presse," ce peuple, qu'on accuse, a su conquérir son indépendance et la donner à une grande partie de l'Amérique espagnole. « Cela est vrai, mais ne détruit nullement l'assertion du correspondant du "Constitutionnel," car ce ne sont pas les argentins « du temps de la guerre de l'indépendance » qu'il a observés, mais les argentins « sous la dictature de Juan Manuel de Rosas; » pas plus que Tacite ne jugeait les Romains du temps des Scipion et des Fabius, quand il disait d'eux « On rapporte que Tibère, toutes les fois qu'il sortait du sénat, s'écriait en grec : combien ces hommes là sont faits pour la servitude ! » Tant leur abjecte et servile prostitution inspirait de mépris à l'ennemi même de la liberté publique. »

Au reste, nous ne croyons pas que l'argentin de la "Presse" ait eu un seul instant l'idée de défendre son pays, ou bien il s'y est pris bien maladroitement quand il a fait de Buenos-Ayres « une ville de fous furieux occupés à s'entre-dévorer. » Nous pensons que ce dont il s'est occupé exclusivement, c'est du panegyrique de Rosas, son seigneur et maître. C'est ce qui lui a empêché de s'apercevoir que pour défendre un seul citoyen il flétrissait lui-même son pays tout entier, en donnant gain de cause au correspondant du "Constitutionnel," car des « fous-furieux » sont précisément des gens « sans morale, ni religion, ni honneur. »

Au reste, les contradictions ne coûtent rien à l'argentin de la "Presse," il s'y livre avec toute l'assurance des écrivains de la "Gaceta Mercantil," sans honte et sans crainte. Après avoir fait de Rosas un « ennemi déclaré des intrigues » et « l'homme de la loi, » « comme il l'a été toujours, » il avoue naïvement qu'en 1833 Rosas n'accepta le pouvoir « qu'à la condition expresse » « qu'on lui donnerait des pouvoirs extraordinaires. » Est-il un lecteur de bon sens qui ait pu prendre en France ce galimatias au sérieux ?

Nous concevons d'autant moins ces fautes grossières de sens commun que cet avocat de Rosas ne manque pas d'adresse. Ainsi la phrase du correspondant du "Constitutionnel" où il est dit : « La discussion qui a eu lieu à la tribune de l'Assemblée Nationale, a été lue par tout le monde avec avidité. » lui sert de prétexte pour faire admirer, aux lecteurs de la "Presse," la liberté qui règne dans un pays où « les journaux, dit-il, reproduisent tout ce qui s'écrit en France et tout ce qui se dit à l'Assemblée Nationale contre le général Rosas. »

En vérité, les lecteurs de cette défense auront pu croire qu'il y a de vrais journaux à Buenos-Ayres et qu'on y jouit d'une liberté de la presse comme... on n'en voit plus. C'est adroit; le tour est bien joué ! — On a lu à Buenos-Ayres la discussion qui a eu lieu à l'Assemblée Nationale. (Dans les seuls journaux venus de France ou de Montevideo, bien entendu.) — Donc, les journaux de Buenos-Ayres (qui ont gardé le silence pendant près d'un mois sur la révolution de février) reproduisent tout ce qui s'écrit et se dit en France contre Rosas. — C'est logique, rosigment parlant, mais C'EST FAUX. Nous proposons à la "Presse" une collection complète des trois journaux qui se publient à Buenos-Ayres,

res, dont un en anglais et un d'annonces et d'avis, si elle veut avoir la bonne foi de reconnaître dans ses colonnes l'impudent mensonge de l'avocat de Rosas, qui lui a écrit la lettre à laquelle nous répondons. On saura du reste bientôt à quoi s'en tenir en France à ce sujet, car le correspondant même du "Constitutionnel" s'est occupé d'un travail sur la littérature et les publications de la Plata, qui viendra éclaircir bien des petits mystères ignorés en France, et qui mettra plus à jour la différence notable que l'auteur a remarquée entre les adhérents et les ennemis politiques de Rosas, et dans ce travail la monographie des journaux de Buenos-Ayres n'a pas été omise; c'est une curiosité qui ne pouvait pas être dédaignée par un amateur aussi intelligent.

Sans nous arrêter à la dénégation d'un fait aussi avéré que celui des oreilles coupées au général Borda, ni à cette autre assertion que « depuis 1842, il n'y a pas eu une seule persécution un seul emprisonnement pour affaires politiques, » quand les faits seuls rempliraient plus de trois journaux; nous nous bornerons à faire remarquer les arguments présentés par l'argentin de la "Presse" pour défendre Rosas d'avoir mis de côté, comme le dit le "Constitutionnel," « tous les hommes éclairés du pays. »

« Il suffit, dit l'avocat de Rosas, pour démontrer la fausseté de l'accusation de citer quelques noms. » Et il nomme, qui? Cinqu'argentins, recommandables et instruits, il est vrai, mais qui, tous, moins un, résident en pays étranger depuis neuf, treize et quinze ans, c'est-à-dire depuis le commencement de la dernière administration de Rosas ! ce sont MM. Guido, Moreno, Alvear, Sarrautea (mort l'an dernier à Paris) et Lopez. On avouera que si Rosas n'a pas « mis de côté » les quatre premiers, il a eu soin de « les éloigner » — ce qui revient à peu près au même, et donne raison au correspondant du "Constitutionnel." »

Nous terminerons ici nos observations en rendant hommage à la justice divine qui n'a pas permis qu'une mauvaise cause put jamais trouver un bon défenseur.

(1000)

MODERATION DISTINGUÉE DU GENERAL ROSAS.

Dans la session du 2 de ce mois, le représentant Jimenez a dit, en parlant du dernier traité négocié par M. Leprédour.

« Qu'il supposait que le gouvernement français saurait apprécier la modération distinguée de M. le général Don Juan Manuel de Rosas, en se prêtant à conclure un traité *ad referendum* avec l'agent qu'il nomma près de lui (Rosas), bien que cet agent, quoique doué de qualités personnelles nobles et élevées, n'eût pas été caractérisé dans la forme voulue par les usages internationaux dans ces sortes de cas. »

A cette occasion, le *Comercio del Plata* faisait hier les réflexions suivantes :

« De manière que la France reconnaissante, doit voter maintenant des remerciements au dictateur doué d'une modération tellement distinguée, qu'il a daigné lui faire l'honneur de s'abaisser jusqu'à conclure avec son agent un traité *ad referendum*. »

« Au reste, il est difficile de comprendre cette nouvelle susceptibilité de Rosas. »

« Lorsque l'année dernière, M. Leprédour se présenta pour la première fois dans le port de Buenos Ayres, la première chose qu'il fit (le 11 janvier), fut d'informer Rosas, officiellement, qu'il était investi par son gouvernement d'une mission diplomatique près de lui. »

« Personne n'imaginera que M. Leprédour, ait en cela, déguisé la vérité, ni que son gouvernement ait commis la faute de violer les usages (internationaux), ni que l'amiral se soit cru réellement investi du caractère diplomatique, s'il n'avait pas été dûment caractérisé dans la forme voulue par les usages internationaux. »

« Effectivement : M. Leprédour débarqua, gestiona, négocia et ajouta enfin un traité, dans lequel il apparaît sous le titre de *ministre plénipotentiaire*; sans que la susceptibilité de Rosas se soit alarmée, sans qu'il ait opposé à cela la moindre objection ou observation; et sans avoir jamais posé l'arrogance jusqu'à dire qu'il faisait une faveur en s'entendant diplomatiquement avec M. Leprédour. »

« Cela veut dire que, en 1849, ou M. Leprédour accrédita suffisamment son caractère; ou Rosas renonça, pour sa propre convenance à toute objection et à toute mention relative à l'irrégularité qu'il pouvait y avoir dans son investiture. »

« Mais bien, ce traité fut envoyé en Europe : le gouvernement français, en le repoussant, décida, non d'entamer une nouvelle négociation, mais de continuer la première; et c'est ce qui a fait M. Leprédour. »

« Par conséquent : si celui-ci eut qualité en 1849 pour l'entamer, comment ne l'aurait-il pas en 1850 pour la continuer ? — Et s'il ne l'eut pas, et que malgré cela Rosas le reconnut comme tel, sans protestation, sans même présenter une seule objection, et s'il alla jusqu'à admettre le titre de plénipotentiaire, il n'avait plus, aujourd'hui, le droit de le nier, et il ne lui était plus permis de ne pas se prêter à conclure un traité avec cet agent. »

« Il n'y a donc pas, dans ce procédé, la modération

distinguée que l'on suppose; et la France n'a pas besoin d'apprécier ce que Rosas fait pour sa propre convenance et non par égard pour elle ou pour son agent. »

Nous avons reçu aujourd'hui des nouvelles du Salto annonçant que dans cette ville, occupée par les forces d'Orbe, les affaires sont des plus tristes et la situation des plus critiques. Dans la crainte d'un engagement avec les forces brésiliennes, la plupart des familles émigraient pour l'Entrerios ou s'occupaient à régler leurs affaires afin de se tenir prêts à partir — tant on avait peu de confiance dans la sucrée des armes d'Orbe.

Deux petits chargements de comestibles et d'articles propres au pays, arrivés récemment dans ce port, n'avaient pu trouver acheteur à aucun prix.

Il paraît enfin que la prospérité commerciale fuit tous les points qui se trouvent sous la domination de Rosas et d'Orbe.

Quant à ce qui est de l'Entrerios on ne remarquait aucun mouvement qui indiquât la moindre intention hostile.

Une correspondance de Rio Janeiro, en date du 2 du courant, annonce que le colonel oriental Centurion, devait s'embarquer ce même jour, pour Montevideo à bord du brig anglais *Ugent*.

Des lettres de Rio Grande disent que les agents de Rosas et d'Orbe continuent leurs intrigues dans cette province, pour y provoquer une insurrection contre l'autorité impériale; mais qu'ils ont été démasqués et leurs projets complètement déjoués.

FRANCE.

LA "PRESSE" DU MARDI 30 JUILLET 1850. AMERIQUE.

Buenos Ayres. — Le *Constitutionnel* a publié, il y a trois jours, une lettre qu'il a reçue d'un de ses collaborateurs qui vient d'arriver dans la Plata. Comme la plupart des voyageurs, ce collaborateur, à peine débarqué, a eu le tort de vouloir juger les hommes et les choses du pays avant de s'être donné le temps de les bien connaître. Il a, par conséquent, ce qui était inévitable, commis de nombreuses erreurs, et, ce qui est pire, donné ses souvenirs de lecture comme le résultat de ses observations.

A ce sujet, nous avons reçu d'un Buenos Ayrien, qui se trouve en ce moment à Paris, une lettre que nous voudrions pouvoir reproduire en entier, parce qu'elle est d'un homme que sa position, son intelligence, l'éloignement où il s'est tenu des luttes qui ont déchiré son pays et l'estime dont l'honorent tous les partis, mettent à l'abri de tout soupçon de partialité. Malheureusement, cette lettre est d'une étendue telle que nous devons la résumer en grande partie.

L'homme honorable qui nous écrit s'étonne d'abord que le correspondant du *Constitutionnel* ait osé dire que la société argentine n'avait ni morale, ni religion, ni honneur, ni courage.

« Bien des voyageurs, dit-il, ont visité les pays qui composent la confédération argentine. Plusieurs ont publié leurs observations, qui se sont étendues à tous les faits de notre existence politique, économique et sociale; aucun cependant, même parmi ceux que l'animosité politique a le plus écartés de la vérité, ne s'était permis contre moi une aussi injuste accusation. Heureusement les faits sont là qui parlent plus haut que le correspondant du *Constitutionnel*, et l'histoire dira qu'un peuple qui, après avoir, au prix des plus grands sacrifices, conquis son indépendance, a su la donner à une grande partie de l'Amérique espagnole, avait quelques-unes au moins des vertus dont on veut le dépouiller avec autant de légèreté que d'injustice. »

Notre correspondant s'étend beaucoup sur les erreurs de statistique commises par le collaborateur du *Constitutionnel*, et il cite à l'appui de ce qu'il avance les tableaux publiés par la douane et par les journaux officiels. Ainsi, au lieu de 300 navires dont parle la lettre du *Constitutionnel*, il est arrivé à Buenos-Ayres, pendant l'année 1849, 801 navires d'outre mer, jaugeant ensemble 163000 tonneaux et 3,400 caboteurs, jaugeant 36,000 tonneaux. En 1824, époque de la plus grande prospérité de l'administration, tant et si mal à propos vantée, de Rivadavia, le nombre des arrivages d'outremer ne monta qu'à 360 navires.

Le collaborateur du *Constitutionnel* parlait surtout longuement du général Rosas; c'est là-dessus aussi qu'insiste notre correspondant, et nous donnons à peu près textuellement cette partie de sa lettre.

« Don Juan Manuel de Rosas appartient à une des familles les plus distinguées et les plus riches de Buenos Ayres. Doué de qualités intellectuelles et physiques qu'on

peut, sans exagération, appeler extraordinaires, il les a longtemps appliquées exclusivement aux travaux des champs, administrant lui-même ses vastes propriétés, vivant de la vie des laboureurs au milieu desquels, par son adresse, son courage et sa justice, il a acquis une grande influence. Ennemi déclaré des intrigues, il se tint éloigné de la vie politique jusqu'en 1820. A cette époque, la lutte des ambitieux qui se disputaient le pouvoir, au détriment de tous les intérêts du pays, était arrivée au dernier degré de fureur; on échangeait de gouvernement tous les mois, toutes les semaines, tous les jours; Buenos-Ayres n'était plus qu'une ville de fous furieux occupés à s'entre-dévorés.

Le 27 septembre 1820, le général Martin Rodriguez est nommé gouverneur; le 1er octobre, c'est-à-dire trois jours après, une révolution le renverse et met le pays en feu. Rodriguez ayant réussi à s'enfuir, ordonne à Rosas, alors colonel d'un régiment de milices de la campagne, le 5e, appelé Colorados, qu'il avait levé et instruit lui-même, de marcher au secours du gouvernement légal. Rosas, l'homme de la loi, comme il l'a été toujours, obéit. Trois jours après, il paraît aux portes de Buenos-Ayres, qu'il prend de vive force, réinstalle le gouvernement, refuse les honneurs et les récompenses qui lui sont décernés et retourne, avec ses intrépides Colorados, aux travaux de la campagne, qu'il n'abandonne de temps en temps que pour aller à la frontière réprimer le brigandage des Indiens et donner aux populations une sécurité regardée comme impossible. Il vécut ainsi jusqu'en 1828.

Le 1er mai de cette année, le général Lavalle avec une partie de l'armée qui venait de terminer la guerre du Brésil, se révolta contre le président, le malheureux colonel Dorrego. Celui-ci échappa avec difficulté aux dangers qui le menaçaient, se retire à la campagne, rassemble à la hâte quelques miliciens, est attaqué, battu et fait prisonnier à Navarro. Le général Lavalle, aveugle instrument du parti unitaire, fait fuir sans aucune espèce de jugement l'illustré Dorrego, qui venait de signer avec le Brésil une paix honorable pour son pays.

C'est alors, et au milieu des excès les plus épouvantables de la guerre civile, que Rosas, voyant la ruine imminente du pays, apparaît une seconde fois, et immédiatement, comme en 1820, son prestige et son courage font pencher la balance. Les représentants le nomment gouverneur, et toutes les provinces de la confédération lui délèguent leurs pouvoirs. A l'expiration de son mandat, à la fin de 1832, il entreprend une expédition contre les Indiens du désert, rend la liberté à des milliers de captifs, recule et garantit les frontières de la province contre les attaques de ces tribus nomades.

Appelé de nouveau au pouvoir par la législature en 1835, Rosas ne l'accepte qu'à la condition expresse qu'on lui donnera des pouvoirs extraordinaires pour déjouer toutes les intrigues dont la confédération était menacée. Trois ans plus tard, l'ordre et la prospérité commencent à s'affermir, quand surgent malheureusement les difficultés qui ont abouti à cette longue série d'hostilités qui vous a si souvent fourni l'occasion de défendre les vrais intérêts de la France et de la justice.

Cette guerre, et la complicité des unitaires avec les étrangers, excitèrent les passions, donnèrent lieu à quelques faits regrettables de vengeance populaire, fort exagérés, exploités sans bonne foi, et qui auraient pu produire de grands malheurs, sans les mesures énergiques adoptées par le général Rosas. Il rendit un décret punissant de mort le vol et même les blessures les plus légères; et cette sévérité flexible, excessive, peut être, mais impérieusement réclamée par l'état du pays, put seule arrêter le désordre et garantir la vie et les propriétés des nationaux et des étrangers. Cet homme, qu'on représente presque comme le chef d'une mystérieuse horde d'assassins, est devenu tellement la terreur des assassins, des voleurs, et de quiconque voudrait porter atteinte à la sécurité publique ou privée, qu'il n'y a peut-être pas au monde un pays où cette sécurité soit aussi absolue qu'à Buenos-Ayres.

Vous voyez, monsieur ce qu'il faut penser de ces oreilles coupées et autres anecdotes du même genre, dont le collaborateur du *Constitutionnel* s'est fait l'écho. J'en appelle aux lecteurs de ce journal pour savoir s'il est possible d'admettre qu'un homme d'une sauvagerie aussi révoltante, d'un despotisme aussi insupportable pût vivre, comme le *Constitutionnel* reconnaît qu'il le fait, sans un factionnaire à la porte de sa maison qui reste ouverte à tout le monde, et cela dans un pays où les citoyens, amis et ennemis du gouvernement, sont armés et gardent leurs armes chez eux; où les journaux reproduisent tout ce qui s'écrit en France et tout ce qui se dit à l'Assemblée nationale contre le général Rosas, où des milliers d'étrangers

arrivent tous les jours pour se mettre sous la protection de celui qu'on dit être un si affreux tyran, et où, depuis 1842, il n'y a pas eu une seule persécution, un seul emprisonnement pour affaire politique.

Il faudrait un volume pour relever toutes les erreurs du correspondant du *Constitutionnel*, mais je n'ajoute plus qu'une seule observation.

Ce correspondant accuse le général Rosas d'avoir mis de côté tous les hommes éclairés du pays. Cette accusation est aussi injuste que les précédentes et il suffit pour en démontrer la fausseté de citer quelques noms.

Au Brésil, la confédération est représentée depuis 1841 par le général Guido, aussi distingué par les services qu'il a rendus à la cause de l'indépendance de l'Amérique du Sud, qu'il l'est par son instruction et le tact parfait dont il a donné tant de preuves dans sa carrière diplomatique.

Le docteur Moreno, l'un de nos littérateurs les plus renommés, a été nommé en 1838 ministre à Londres, où il est encore.

Le général A'var, ancien président de la république, qui prit Montevideo aux Espagnols et gagna la bataille de Ytzingo contre eux, représente Buenos-Ayres à Washington depuis plusieurs années.

M. de Sarratea, qui est mort l'année dernière, regretté non seulement de tous ses compatriotes, mais de tous ceux qui ont été à même d'apprécier les éminentes qualités de son esprit et de son cœur, occupait, depuis 1841, le poste de ministre plénipotentiaire près du gouvernement français.

M. Lopez, le poète argentin le plus renommé, le Rouget de l'Isle de Buenos-Ayres, est aujourd'hui un des juges de la cour suprême de justice.

Un dernier fait qui prouve l'exagération de tout ce qu'on a raconté sur l'intolérance du général Rosas, c'est qu'il a maintenu dans le poste de directeur de la douane, M. Manuel Lavalle, frère du général de ce nom, celui-là même qui fit fuir Dorrego, qui était l'un des chefs du parti unitaire, et son plus cruel ennemi.

La vérité, monsieur, c'est que la confédération argentine doit au général l'ordre, la prospérité et la sécurité parfaite dont elle jouit.

Aguez, etc.

UN ARGENTIN.

QUESTION DE LA PLATA

Le *Moniteur du Soir*, journal semi-officiel, ne se fait pas illusion sur le résultat probable de la combinaison équivoque et bâtarde à laquelle le Gouvernement s'est arrêté pour l'arrangement des affaires de la Plata. Nous partageons entièrement, en ce qui nous concerne, l'opinion exprimée par ce journal dans les lignes suivantes, qui sont la consécration des idées que nous émettions lorsque l'Assemblée Nationale, saisie de cette grave question, commit la faute irréparable de donner raison à M. Rouher, contre M. Thiers, qui prévoyait bien, il faut le reconnaître, quelques garanties de compétence plus sérieuses que l'avocat du barreau de Riom:

Il n'est pas probable que les modifications que le Gouvernement français désire introduire dans le traité que l'amiral Le Prédour avait proposé de conclure avec le général Rosas soient acceptées par ce dernier.

Dès le jour de son arrivée dans les eaux de la Plata, l'amiral a fait présenter ces modifications, et il attend la réponse du général gaucho.

Ce qu'on doit y remarquer de plus saillant, c'est qu'on demande à Rosas de reconnaître de nouveau la République montevideenne, et de retirer immédiatement les troupes argentines de son territoire. Mais peut-il abandonner ainsi toutes ses conquêtes? Peut-il renier son lieutenant Oribe, qu'il avait créé président? Il faut en douter, et certes il ne sera pas embarrassé d'inventer quelque nouvelles ruse équivoque!

Le négociateur français sera donc alors forcé d'avoir recours aux moyens de rigueur, de compromettre peut-être des forces insuffisantes. Que de temps, d'hommes et d'argent n'eût-on pas épargnés, si dans le principe, on avait su poser la question de manière à rendre impossible toute réponse équivoque!

(Journal du Havre du 13 juillet.)

Nous avons dit qu'une proposition tendant à abroger la loi électorale avait été déposée par MM. Arnaud (de l'Ariège), Delours et Bac.

En voici le texte, tel qu'il a été distribué aujourd'hui à l'Assemblée:

Les soussignés, représentants du peuple, proposent à l'Assemblée législative d'adopter la résolution suivante:

L'Assemblée législative, considérant que contrairement aux intentions qui l'ont dirigée et au but de simple réglementation qu'elle s'était proposé, l'application

de la loi électorale votée par elle le 31 mai dernier a profondément altéré le suffrage universel, et voulant donner satisfaction aux plaintes légitimes de plusieurs millions de citoyens dépouillés de leurs droits adopte la résolution suivante:

La loi électorale du 31 mai dernier est abrogée. Les listes confectionnées par suite de cette dernière loi sont annulées. La loi du 27 mars 1849 est remise en vigueur.

M. le général de Lamoricière a fait, hier, une charge à fond contre le parti bonapartiste. Aux grands applaudissements de la majorité de l'Assemblée, il s'est écrié qu'il y avait des hommes qui travaillaient à nous ramener à l'empire, moins le génie, moins la grandeur, moins la gloire.

L'attitude prise par l'honorable représentant a surpris quelques personnes, qui se souvenaient que M. le général de Lamoricière avait été choisi par M. Louis Bonaparte pour aller représenter la France à Saint-Petersbourg, et qui ne comprenaient pas qu'après avoir ainsi accepté une mission de M. le président de la République, il se tournât contre lui, ou tout au moins contre ses amis, avec une si grande vivacité.

La conduite du général est facile à expliquer. Lorsqu'on lui proposa de partir pour Saint-Petersbourg, en donnant son acquiescement à cette proposition, il stipula expressément qu'il ne représenterait auprès de l'empereur de Russie que le Gouvernement de la République. C'est dans ces termes que sa mission lui fut confiée et qu'il l'accepta.

Il était, depuis quelque temps déjà, à Saint-Petersbourg lorsqu'un jour l'empereur, qui le traitait avec beaucoup de bienveillance, et aimait à converser familièrement avec lui, lui dit qu'il avait reçu des nouvelles de son Gouvernement. Ces paroles surprirent M. de Lamoricière, qui n'avait été chargé d'aucune communication au cabinet russe, et qui se demandait comment ce cabinet avait pu recevoir des nouvelles du Gouvernement français par un autre intermédiaire que le sien. Nicolas, qui comprenait sa surprise et ne voulait pas la prolonger, mit alors sous ses yeux une note secrète, qui lui avait été adressée, et dans laquelle on lui demandait le concours qu'on pourrait attendre de la Russie dans l'éventualité de certaine tentative.

De ce moment, M. le général de Lamoricière prit la résolution de résigner ses pouvoirs, et, très peu de temps après, la chute du ministère Barrot vint lui en fournir l'occasion.

On assure que l'empereur Nicolas a poussé la bienveillance envers M. de Lamoricière jusqu'à lui permettre de prendre copie de la note secrète qu'il lui avait communiquée, et que cette pièce se trouve à Paris en mains sûres.

Le fait que nous venons de rapporter n'est pas encore très connu; mais il mérite de l'être. Il servira de commentaires au discours prononcé hier par l'honorable général.

(Journal du Havre.)

L'Assemblée Nationale, dans sa séance d'aujourd'hui, a adopté, sans discussion, à la majorité de 526 voix contre 28, un projet de loi autorisant, pour les six premiers mois de 1850, le paiement du subside consenti en faveur du Gouvernement de Montevideo.

(id.)

Une panique des plus singulières a mis, hier, en émoi la place du Marché-Saint-Marceau.

La dame F... fruitière, avait appelé un ouvrier menuisier pour réparer le plancher de sa boutique. A peine ce dernier eut-il levé quelques planches, qu'une armée de rats, s'échappant soudainement par cette issue, se répandirent de tous côtés par la rue.

L'effet produit par ces promeneurs d'un nouveau genre fut prodigieux. A l'instant même, toutes les portes de la place se fermèrent sous le coup d'une frayeur universelle, et les passants se enfuyèrent dans toutes les directions, pour éviter le contact de ces animaux.

Ces derniers, non moins effrayés eux-mêmes, couraient de gauche à droite comme une armée en déroute.

Dans cette panique générale, plusieurs femmes, renversées à terre, et sur lesquelles passèrent de ces animaux, furent mordues, les uns à l'épaule, les autres aux bras et aux jambes. On en cite une qui perdit entièrement connaissance, et qu'on fut obligé de transporter dans une maison voisine, où elle ne revint à elle que fort longtemps après.

Un grand nombre de ces rats ont été tués, et les autres trouveront un refuge dans le marché voisin.

Avis Divers.

EDOUARD MARICOT

A l'honneur de prévenir MM. les souscripteurs à l'ouvrage intitulé *Revolution de Février de 1848* qu'il peut se présenter pour choisir leurs primes qui sont arrivées par l'Aristide et qui se composent.

10 une pendule représentant l'archevêque de Paris mort sur les barricades
20 une pendule représentant Jeanne d'Arc au siège d'Orléans

30 une pendule représentant la sainte famille

40 une pendule représentant un laboureur.

50 une pendule dite œil de boeuf.

60 un nécessaire pour homme.

L'ouvrage se composera de 36 ou 40 livraisons qui feront 4 beaux volumes ornés de 40 portraits en pied représentant les principaux personnages de cette époque dessinés par A. Legrand d'après nature et gravés sur acier par les premiers artistes.

Le prix de la souscription est de :

20 patacons l'ouvrage complet.

5 patacons le volume.

12 patacons la livraison.

Il reste encore quelques exemplaires pour ceux qui veulent souscrire, ils auront la même faveur que les premiers souscripteurs.

EN OUTRE

On prévient que dans le même magasin on vient de recevoir un élégant assortiment d'articles de papeterie et de bureau, et aussi tout ce qui est nécessaire pour les artistes peintres et dessinateurs, le tout de bon goût et de première qualité.

Avis.

Avis aux amateurs du Tir de Pistolet.

M. Caussade a l'honneur de prévenir le public de Montevideo, et particulièrement MM. les officiers d'infanterie comme ceux de la marine, qu'il vient de créer un nouveau TIR DE PISTOLET, rue de la Convention, N° 152, près du Lion d'Or, où ils trouveront à tout heure du jour, un assortiment de Pistolets des plus modernes et des meilleures fabriques.

Ils trouveront aussi dans le même local, que le propriétaire n'a rien négligé pour rendre des plus agréables et de plus décentes, toutes sortes de vins, liqueurs, bière, etc.

MONTRICHARD

Arrange les vieux chapeaux et blanchit dans toute la perfection, les chapeaux de paille.

S'adresser, rue de Juncal, n° 46.

AVIS.

Ceux qui veulent se soigner eux-mêmes trouveront en vente à la Chapellerie de Vailant freres, rue des Trente-Trois n° 88, les ouvrages suivants :

Histoire naturelle de la santé et de la maladie, suivi du formulaire d'une nouvelle méthode de traitement hygiénique et curatif, par F. V. Raspail 2 vol. in 8° reliés.

Dictionnaire de la santé et des maladies ou la "médecine domestique par alphabet" par G. Grimaud de Caux, avec un atlas anatomique et un tableau de classification de "poisons et contrepoisons". Le tout en 1 vol. in 8° relié.

"Le Médecin de soi-même" et des autres, à l'aide de la médication de M. Raspail, par H. Dubois et Joubert, 1 petit vol. in 32 relié.

"Le Pharmacien de soi-même," contenant plus de 750 recettes ou formules d'une exécution facile, par les mêmes, 1 petit vol. in 32 relié.

AVIS.

Une nourrice jeune et saine ayant perdu son enfant nouveau né, et demeurant entre le Cordon et la Aguada désirerait trouver un nourrisson.

S'adresser au bureau du Patriote.

Catalogue

DES LIVRES FRANÇAIS, RELIÉS,

NOUVELLEMENT ARRIVÉS DE PARIS

EN VENTE A DES PRIX MODÉRÉS,

Rue de las Camaras, Nos. 41 et 43.

"Ambert" Esquisses historiques des différents corps de l'armée française, avec gravures infolio demi rel. venu. 1 id.

"Perrot" Nouvel atlas du royaume de France. 2 id.

"Villeneuve" Métamorphoses d'Ovide, avec 144 gr. in-4° demi rel. chagr. 1 id.

"Philippote aux" Le siècle de Napoleon. cartonne. 1 id.

LITTÉRATURE.

"De Girardin. De l'instruction publique en France. in-18 demi rel. maroq. 1 id.

"Delandine". des Ages héroïques. 1 id.

Id. de la Terreur. 1 id.

Id. de l'Empire. 1 id.

Id. de la Gaule. 1 id.

Id. Renaissance sociale. 1 id.

Id. Conjurations. 1 id.

Id. de la Restauration. 1 id.

Id. du Consulat. 1 id.

Id. du Christianisme sous la Tente. 1 id.

En vente.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux.

L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mistères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mistères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mistères de Sainte-Elene.

Le Sansonnet.

Hamard coiffeur, rue du 25 de mai, n° 129, a l'honneur de prévenir les élégants de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

En vente.

LA

CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Promulguée par l'Assemblée nationale le 12 novembre 1848.

brochure en 32

Se vend à l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue de las Camaras n° 148.

En vente.

Dans le magasin de comestibles de M. Auguste Despouy rue de Missiones n° 128 et 130, une partie de pommes-de-terre d'excellente qualité arrivées récemment des îles Canaries on trouvera également des saucissons d'Arles et infinités d'autres articles, de comestibles et boissons, à des prix modérés.

Avis.

CHANGEMENT DE DOMICILE.

Cochet,

Fabricant de billards,

Récemment arrive de France, il a l'honneur de prévenir le public qu'il a rapporté un assortiment complet de billards et tous les accessoires qui en dépendent, tels que billes, procédés, marques, bleu, &c., &c. Il tient également un assortiment de bandes élastiques, métalliques, caoutchouc, lisières et autres de nouvelle invention. Il se charge de la réparation et de la confection des billards, on trouvera chez lui tout ce qu'il y a de plus moderne en ce genre.

Rue de Soriano, au coin de la rue de la Ciudadela, la deuxième rue à droite en sortant du marche principal, près les arcades de la passive.

CHARCUTERIE FRANÇAISE

ET

Orientale.

Le sieur Herbert Cestini, propriétaire de la Charcuterie située en face de l'hôpital français, a l'honneur de faire savoir aux amateurs de la bonne chère et du bon goût, qu'on trouve dans son Etablissement tous les articles ayant rapport à son état, et susceptibles de flatter les gastronomes les plus délicats.

On trouvera également deux fois par semaine, le dimanche et le jeudi, des gras doubles à la lyonnaise, des tripes à la mode de Caen, qu'on pourra manger dans l'établissement ou faire porter à domicile.

Le tout à des prix en rapport avec les circonstances.

SAUCISSONS D'ARLES ET

DE BOULOGNE.

En vente dans le Magasin de comestibles de M. Auguste Despouys, rue des Missions, n° 128.

LA SEMAINE

Le Journal LA SEMAINE a réalisé avec un succès croissant et bien mérité l'une des plus heureuses combinaisons de l'époque. Réunie dans un seul recueil, paraissant tous les 7 jours les faits intéressants la politique, l'économie sociale, les sciences, les arts, l'agriculture, le commerce, les théâtres, et y joindre la littérature grave et légère, la poésie, la musique, des caricatures, des rébus, semblait chose presque impossible; cependant le problème a été résolu avec un rare bonheur.

Rien de plus spirituel et de plus piquant que l'article de la SEMAINE, intitulé LES SALONS DE PARIS. Il est confié à la plume du célèbre chroniqueur NICOLAS.

Nous nous faisons un devoir de recommander cette excellente publication et de rendre justice aux soins intelligents que sa nouvelle administration met à en perfectionner de plus en plus toutes les parties.

La modicité du prix de cet intéressant recueil le rend d'ailleurs accessible à toutes les bourses. 24 francs par an; 12 fr. pour 6 mois 9 fr. par trimestre.

BUREAUX À PARIS, RUE S^{TE} ANNE 51 BIS.

Avis.

L'imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS est actuellement, rue de las Camaras, N° 148 au premier.

Imprimerie du Patriote, Rue de las Camaras, N. 148.

Le premier
suela, dont le
Le second
cipal (entrepr
Plata.

Le troisième
nale de 14 pro
l'unique port,
Ayres, situé su
chure de ce fle

Le quatrième
pauvres fréquentés
cepion.

Le cinquième
les principaux p
Carthagène, Sa
pama sur l'Océ

Le sixième
ces, et dont les
nos navires mar
Rio-Grande-du

C'est évidem
doit s'efforcer d
mercer une sollici
protection et les
mer d'elle.

C'est surtout
nézuela et l'Uru
e montrer gran
endances génér

A Caracas e
pathies: deux p
disposition natu
ses goûts; une m
articles d'indu

comme on l'a v
ans de temps, d
Si le premier

Feuilleton de

Chemin faisant
caractère du potie
Isseuau, d'un
l'avons dit, âgé d
vaux de la premi
quelque peu vouté
mie, respirait, dai
front haut, large,
donnés de rides ver
sommeillaient rarem
Sa parole, naturel
s'abordait un tour
forcement poussée
trop modeste, et l'
doutait souvent qu'
supérieure est mai
bon père, bon épou
pouissant qu'Isseau